

## Tribune-Rail`

### Des trains pour « la diagonale des possibles » !

« *Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde* », écrivait Albert Camus.

Mal nommer nos territoires que l'on réduit à « *une diagonale du vide* », c'est contribuer à leur abandon. C'est nier leur existence, leur vitalité et leur dignité.

Classer d'un trait de plume technocratique des régions qui s'étendent des Ardennes aux Pyrénées, en passant par le Massif Central et la Bourgogne, comme un désert démographique et économique, c'est une violence qui dépasse la dimension symbolique. Une violence à celles et ceux qui y vivent, y travaillent, y font tenir debout la République quand l'État s'éloigne.

Dans cette diagonale, vivent des millions de Français. Des femmes et des hommes qui soignent, enseignent, cultivent, fabriquent, transmettent. Des citoyens qui font vivre au quotidien nos territoires.

Ce n'est pas une « *diagonale du vide* ». C'est une « *diagonale des possibles* », une diagonale du plein.

Du plein d'avenir, à condition d'y croire, d'y investir et surtout d'en finir avec les mots qui effacent.

La « *diagonale du vide* » est devenue, année après année, diagonale du renoncement politique. La République s'y retire peu à peu, par petites coupes budgétaires et grandes promesses non tenues. On y ferme des lignes ferroviaires, des guichets, des petites gares. On y supprime les trains du quotidien au nom de la rentabilité, on y remplace les rails par des bus. On y délaisse les trains qui relient nos territoires aux grandes métropoles.

Le recul du service public ferroviaire est une violence sociale aussi discrète que profonde. Il alimente le sentiment d'abandon, il creuse la fracture entre les métropoles « connectées » et des territoires « délaissés ».

Il oppose la promesse républicaine d'égalité à la réalité d'une relégation.

Là où il faudrait tisser des liens, on coupe des lignes.

Le sous-investissement progressif dans le maillage ferroviaire est une faute politique. Une faute qui coûte cher, non seulement à celles et ceux qui y vivent, mais à l'ensemble du pays. Car chaque train en moins, chaque retard, c'est un peu plus de service public qui recule. C'est un hôpital qu'on atteint moins vite. C'est une formation qui devient inaccessible. C'est un emploi qui s'éloigne. Et c'est une colère qui monte.

Une colère qui, à force de ne pas être entendue, trouve refuge dans le vote d'extrême droite. Qui s'en étonne encore ?

**Quand la République abandonne le rail, elle trace elle-même la voie au Rassemblement national.**

**Il est midi moins une !** Tant que nous resterons enfermés dans **une politique de l'offre** — faite de baisses d'impôts pour les entreprises, de coupes budgétaires et d'abandon du service public — le ressentiment continuera de progresser. Il est urgent de rompre avec cette logique et d'assumer un vrai choix politique : réinvestir massivement grâce à une fiscalité plus juste, notamment avec un impôt renforcé sur les plus riches.

Rompre avec la politique de l'offre, c'est aussi rompre avec des politiques d'ajustement à la marge qui désespèrent les citoyens et épuisent les élus locaux.

Face à cela, il faut un sursaut. Un choix clair. Il faut un véritable **Plan Marshall du ferroviaire**, au service des territoires de « *la diagonale des possibles* ». Non pas un plan de communication, mais un plan d'action, massif, rapide et ambitieux.

Un plan qui assume la priorité politique et budgétaire de **réinvestir les petites lignes, rouvrir les gares, renforcer les dessertes régionales**, remettre des trains du quotidien fiables, ponctuels et réguliers et investir massivement dans l'avenir de nos lignes et dessertes.

C'est une nécessité pour lutter contre les inégalités d'accès aux services, les fractures territoriales. C'est une urgence pour le climat. C'est une urgence pour l'emploi local, la relocalisation industrielle.

**Et c'est, surtout, une urgence démocratique.**

Parce qu'un pacte républicain ne se reconstruit pas sur des friches ferroviaires. Parce qu'il n'y a pas de liberté sans mobilité, pas d'égalité sans accès au service public, pas de fraternité sans maillage ferroviaire sur l'ensemble du territoire.

Le rail doit dans « *la diagonale des possibles* » devenir une grande cause nationale. Faire des territoires oubliés des territoires prioritaires. Il ne s'agit pas seulement de poser des rails. Il s'agit de **reposer les fondations de la République**.

À défaut, ceux qui nous gouvernent porteront une lourde responsabilité dans l'ascension des populismes d'extrême droite — faux amis du peuple, mais vrais ennemis des services publics et de la République.

Les élus de la Majorité du Conseil départemental :

- Fabien Bazin - Séverine Bernard,
- Blandine Delaporte - Thierry Guyot,
- Alain Herteloup - Stéphanie Bézé,
- Michèle Dardant - Patrice Joly,
- Justine Guyot - Frédéric Roy,
- Joëlle Julien - Daniel Barbier,
- Jocelyne Guérin - Michel Mulot,
- Maryse Augendre - Jean-Paul Fallet,
- Martine Gaudin - Wilfrid Séjeau,
- Eliane Desabre - Lionel Lécher.